La « Fédération Wallonie-Bruxelles » est l'appellation désignant usuellement la « Communauté française » visée à l'article 2 de la Constitution »

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

Circulaire n°4448 du 10/06/2013

APPELS A PROJETS DANS LE CADRE DU DECRET DU 13 MARS 2009 RELATIF A LA TRANSMISSION DE LA MEMOIRE DES CRIMES DE GENOCIDE, DES CRIMES CONTRE L'HUMANITE, DES CRIMES DE GUERRE ET DES FAITS DE RESISTANCE OU DES MOUVEMENTS AYANT RESISTE AUX REGIMES QUI ONT SUSCITE CES CRIMES

Réseaux et niveaux concernés	Destinataires de la circulaire
 ☑ Fédération Wallonie- Bruxelles ☑ Libre subventionné ☑ libre confessionnel ☑ libre non confessionnel ☑ Officiel subventionné ☑ Niveaux : Primaire / secondaire / supérieur/universitaire 	 - A Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur; - A Monsieur le Ministre-Membre du Collège de la Commission communautaire française chargé de l'Enseignement; - A Monsieur l'Administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement et de la recherche scientifique; - A Mesdames et Messieurs les Directeurs (trices)-Présidents(tes) des Hautes Ecoles, des Instituts Supérieurs d'Architecture, des Ecoles Supérieures des Arts; - Aux Pouvoirs Organisateurs des établissements d'enseignement fondamental et secondaire ordinaire et spécialisé subventionnés par la Fédération Wallonie-Bruxelles; - Aux Chefs des établissements d'enseignement fondamental et secondaire ordinaire et spécialisé organisés ou subventionnés par la Fédération Wallonie-Bruxelles; - Aux Organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs; - Aux Administrateurs (trices) des Internats et des homes d'accueil. Pour information: - Au service général de l'Inspection; - Aux organisations syndicales; - Aux fédérations de pouvoirs organisateurs;
Type de circulaire	
☐ Circulaire administrative ☐ Circulaire informative	
Période de validité	
☐ A partir du ☐ Du 16/08/2013 au 27/09/2013	
Documents à renvoyer	
∑ Oui	
Date limite d'envoi : 27/09/2013	- Aux Associations de Parents.
☐ Voir dates figurant dans la circulaire	
Mot-clé: Appels à projets – mémoire – crimes de génocide – crimes contre l'humanité- crimes de guerre - mouvements et faits de résistance	

Signataire Ministre / Monsieur Frédéric Delcor, Secrétaire général Administration: Personnes de contact Service ou Association : Cellule de coordination Démocratie ou barbarie Nom et prénom Téléphone Plumet Philippe 02 690 83 52 philippe.plumet@cfwb.be Sanchez Belen 02 690 83 53 belen.sanchezlopez@cfwb.be Herode Michel 02 690 83 54 michel.herode@cfwb.be

Madame, Monsieur,

La connaissance du passé constitue une pierre angulaire de la construction du futur. La transmission de la mémoire des génocides, des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre est, en ce sens, indispensable. Il est primordial de fournir les outils aux générations nouvelles pour qu'elles puissent décrypter le monde dans lequel elles vivent.

Face à la négation radicale de la dignité humaine, des hommes et des femmes ont par ailleurs posé des actes d'une très grande humanité et d'une parfaite abnégation. Ceux-ci méritent aussi d'être connus des jeunes générations.

C'est pourquoi le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles a adopté un décret¹ s'adressant plus particulièrement aux jeunes générations et organisant le financement des associations et des projets qui visent à transmettre la mémoire des crimes de génocide, des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre ainsi que la mémoire de la résistance à ces crimes.

Dans le cadre de ce décret, la Fédération Wallonie-Bruxelles lance :

- un appel à projets visant à recueillir, à valoriser, à exploiter ou à préserver des témoignages ;
- un appel à projets visant à organiser des visites de lieux de mémoire et des séminaires à destination des enseignants ;
- un appel à projets en lien avec l'objet du décret à l'exclusion des projets visés par les deux appels à projets précités. Dans le cas de ce dernier appel, les projets éligibles peuvent revêtir des formes diverses (exposition, représentation théâtrale, production écrite ou audio-visuelle, activités de sensibilisation et d'information, etc.).

Ces appels à projets sont ouverts du 16 août au 27 septembre 2013.

Seules les candidatures remises par des personnes morales sans but lucratif ou par des établissements scolaires organisés ou subventionnés par la Fédération Wallonie-Bruxelles sont recevables (art. 15 § 1^{er} du décret).

Le projet proposé par un établissement scolaire peut également s'inscrire dans le cadre de la mise en place d'activités interdisciplinaires pour une citoyenneté responsable et active prévues par le décret relatif au renforcement de l'éducation à la citoyenneté². Il doit être approuvé par le chef d'établissement, s'inscrire dans une approche de l'apprentissage par compétences telles que définies dans les référentiels de base et être mené dans une optique pluridisciplinaire et idéalement interdisciplinaire.

Les cahiers des charges de ces appels à projets et les formulaires à compléter pour y répondre pourront être téléchargés sur le site de la cellule de coordination pédagogique Démocratie ou barbarie et du Conseil de la transmission de la mémoire www.decretmemoire.cfwb.be ou obtenus sur demande auprès de Démocratie ou barbarie à partir du 16 août 2013.

¹ Décret du 13 mars 2009 relatif à la transmission de la mémoire des crimes de génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et des faits de résistance ou des mouvements ayant résisté aux régimes qui ont suscité ces crimes (Moniteur belge 3 avril 2009).

Décret du 12 janvier 2007 relatif au renforcement de l'éducation à la citoyenneté responsable et active au sein des établissements organisés ou subventionnés par la Communauté française (Moniteur belge 3 mars 2007)

Pour plus d'information :

Cellule de coordination pédagogique Démocratie ou barbarie

Ministère de la Fédération Wallonie -Bruxelles / Secrétariat général – Service d'appui

Boulevard Léopold II, 44

1080 Bruxelles

dob@cfwb.be

02 690 83 52/53/54

Je vous remercie de transmettre cette information aux membres de votre équipe pédagogique susceptibles d'être intéressés par ces appels à projets.

Le Secrétaire général,

Frédéric DELCOR